

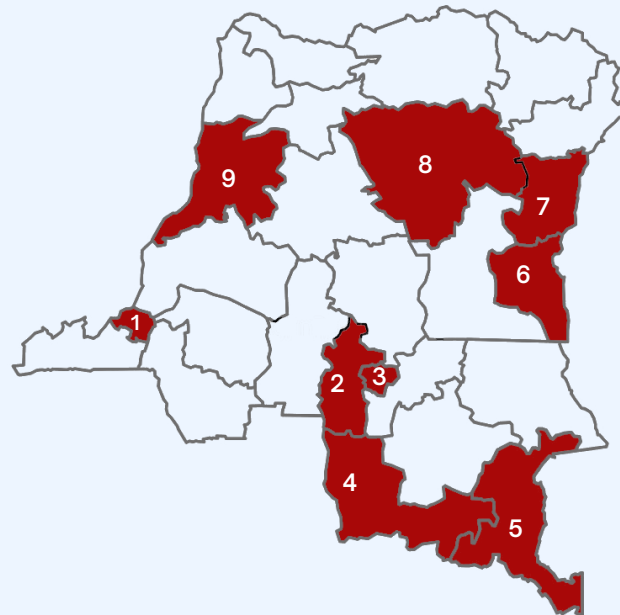
PARLONS ÉLECTIONS



EDITION N° 2
3 – 7 AOUT 2022

ZONES D'INTERVENTION DU PROJET

- 1 Kinshasa
- 2 Kasai-Central
- 3 Kasai-Oriental
- 4 Lualaba
- 5 Haut-Katanga
- 6 Sud-Kivu
- 7 Nord-Kivu
- 8 Tshopo
- 9 Equateur

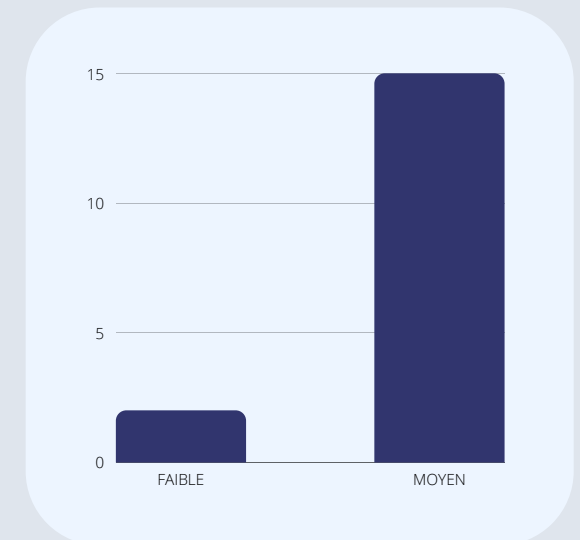


A propos du bulletin

Ce bulletin répond aux rumeurs qui circulent dans les communautés, en ligne et sur les plateformes de médias sociaux autour des élections et du processus électoral en RDC.

La collecte se fait sur le terrain par les Commissions Diocésaines Justice et Paix (CDJP) de neuf provinces, et en ligne sur les réseaux sociaux et les sites web par NEXT CORP et CONGO CHECK.

ANALYSE DES CATÉGORIES DES COMMENTAIRES COLLECTÉS DANS LA COMMUNAUTÉ



Les rumeurs abordées dans ce numéro ont été triées parmi celles qui nécessitent une explication pour faciliter la compréhension du processus électoral par la population.



Rumeur #1

Récoltée au Nord-kivu

“ Du fait que nous voulons clôturer cette année sans que l'enrôlement des électeurs ne soit organisé, il n'y aura pas d'élections en 2023. Il y aura un glissement



Discussion communautaire



RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

« L'organisation des opérations de cartographie des sites opérationnels, l'identification et l'enrôlement des électeurs vont s'étendre de janvier 2022 à juillet 2023 », a indiqué la Commission Electorale Nationale Indépendante de la République Démocratique du Congo (CENI) dans sa feuille de route publiée au mois de février dernier tout en précisant que cette feuille de route ne constituait pas un calendrier électoral.

Denis Kadima, le président de la centrale électorale, avait expliqué qu'il s'agissait d'une projection qui tient compte de l'objectif d'organiser la présidentielle et les législatives dans le délai constitutionnel, c'est-à-dire avant la fin de l'année 2023.

Le Président de la CENI a également réaffirmé sa volonté et celle de son institution de ne pas faire vivre au pays un glissement du calendrier électoral. Cependant, les contraintes évoquées à la même occasion peuvent avoir un impact sur le chronogramme des élections, notamment l'insécurité, les moyens financiers, les retards législatifs, etc.

En dépit de ces contraintes, Denis Kadima a réaffirmé, le 10 août 2022, à l'occasion de la visite du secrétaire d'État américain Antony Blinken à Kinshasa, l'attachement de son institution au respect du calendrier électoral. Il est donc prématuré d'affirmer que les élections ne se tiendront pas en décembre 2023 à ce stade.



Rumeur #2

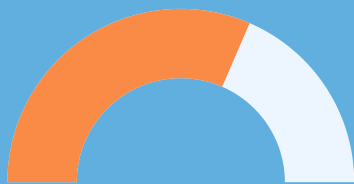
Récoltée au Sud-Kivu

La balkanisation de la RDC est presque à son point d'achèvement. La Monusco est une machine qui accélère davantage son processus. Le Président Tshisekedi laisse faire pour qu'à son tour il soit protégé et qu'il reste au pouvoir après les échéances électorales prochaines



Discussion communautaire

NIVEAU DE RISQUE



M O Y E N

RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

Depuis l'accession de la RDC à l'indépendance, certains politiciens congolais et une partie de l'opinion congolaise redoutent un projet qui aurait pour but de lancer le processus de fragmentation et de division de la RDC en états plus petits. On retrouve déjà ces inquiétudes dans les discours de Patrice Lumumba dès 1960. La crainte s'est accentuée depuis 1996 avec les différentes violences touchant particulièrement la partie orientale de la RDC. Lors d'une incursion d'hommes armés à Bukavu, en juillet 2020, quelques personnes brandissaient des drapeaux présentés comme ceux d'une prétendue République du Kivu suscitant ainsi l'indignation de Félix Tshisekedi au cours d'une réunion du conseil de sécurité tenue le 3 juillet 2020. Le Chef de l'État avait dénoncé « cette plaisanterie de mauvais goût au moment où il déploie des efforts pour cimenter l'unité nationale » demandant ainsi aux services de sécurité de traquer « les auteurs de cet acte ignoble, afin de les traduire en justice ».

Par ailleurs, la résolution 2612 (2021) du Conseil de sécurité des Nations unies qui prolonge le mandat de la MONUSCO, la mission onusienne s'était vue confier des priorités stratégiques, notamment d'assurer une protection « efficace, rapide, dynamique et intégrée » des civils menacés dans les provinces où les casques bleus sont déployés, d'aider le gouvernement congolais à « accélérer » l'appropriation nationale de la réforme du secteur de la sécurité en l'appuyant dans l'élaboration d'une stratégie nationale et d'un plan de mise en œuvre clair, complet, assorti d'indicateurs et d'échéances, mais également de participer aux efforts visant à remédier aux causes profondes des conflits, promouvoir la réconciliation intercommunautaire ou atténuer les conflits au sein de la communauté.

Quelques abus des droits de l'homme ont été notifiés de la part de quelques Casques bleus, mais aucun n'a été identifié, dans les différents rapports, comme allant dans le sens d'accompagner un éventuel projet de balkanisation de la RDC.

Félix Tshisekedi a confirmé sa volonté de briguer un second mandat à la tête du pays. Il a toujours exprimé sa détermination d'instaurer la paix ou de la voir se rétablir la paix dans l'est de la RDC. Le Président de la République a notamment été à l'origine de plusieurs initiatives dont les opérations militaires de grande envergure en octobre 2019, l'instauration de l'état de siège en mars 2020 ou encore les opérations conjointes FARDC-UPDF. Les retards observés dans la restauration de la paix dans l'Est du pays ne suffisent pas à affirmer qu'il serait un acteur du projet de balkanisation du pays.



Rumeur #3

Récoltée au Sud-Kivu

“ La CENI ne veut pas publier le calendrier électoral pour que le président en fonction puisse organiser le glissement



Discussion communautaire



RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

La CENI a rendu public, le 03 février 2022, la feuille de route du processus électoral 2021-2027. Cette feuille de route indique clairement la tenue des élections présidentielles et législatives nationales en décembre 2023. Le calendrier électoral attendu sera le reflet de cette feuille de route avec des dates précises. « Le mot glissement n'existe pas dans la tête du management actuel de la CENI », a répété le Président de la CENI, Denis Kadima, le 16 juillet 2022 à l'occasion du lancement du cadre de concertation avec les partis politiques.

« Le Président de la République, lui-même, reste hostile à tout schéma du glissement et le gouvernement fournit des efforts relatifs au financement des élections », a déclaré Gérard Bisambu, membre de la plénière de la CENI, le 10 août 2022. Alors que le public attend la publication du calendrier électoral, rien n'indique à ce stade que les élections n'auront pas lieu en décembre 2023, comme l'a répété la CENI.



Rumeur #4

Récoltée au Sud-Kivu

Il y aura les élections en 2023 mais le Président est déjà connu, c'est la faiblesse de l'organisation des élections en RDC



Discussion communautaire



RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

Plusieurs facteurs doivent être pris en compte avant la tenue des élections à venir, notamment, les lois, les textes réglementaires, les procédures, les moyens logistiques, financiers. Le législateur a prévu 5 ans pour la relance d'un cycle électoral. La mise en œuvre du processus électoral a commencé puisque la CENI a rendu public la cartographie électorale. La loi portant fixation des sièges doit cependant encore être votée pour que la CENI puisse avancer dans le processus. La prochaine étape, la Révision du Fichier Electoral (RFE) ne dépend pas du vote de cette loi. Les processus mis en place pour vérifier la régularité des scrutins (scrutin direct comprend les élections présidentielle, législatives nationales, provinciales, des conseillers municipaux, de secteur et de chefferie), (scrutin indirect comprend l'élection des sénateurs, gouverneur de province, conseillers urbains, maires, bourgmestres et chefs de secteur) sont déjà connus des principaux acteurs.



Rumeur #5

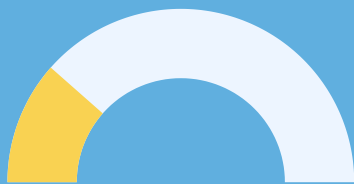
Récoltée au Sud-Kivu

“ Le gouvernement créé une guerre au nord Kivu pour justifier le glissement et empêcher la tenue des élections



Discussion communautaire

NIVEAU DE RISQUE



F A I B L E

RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

Deux éléments importants sont ressortis dans cette affirmation : la réalité de la recrudescence des conflits armés dans l'Est du pays et la non-tenue des élections dans le délai constitutionnel. La persistance des conflits armés amène certaines personnes à considérer que l'absence de paix dans le pays, surtout dans l'est, peut être un frein pour la tenue des élections. Depuis bientôt 20 ans, la RDC fait face à une situation dramatique qui a fait perdre la vie à des milliers de Congolais.

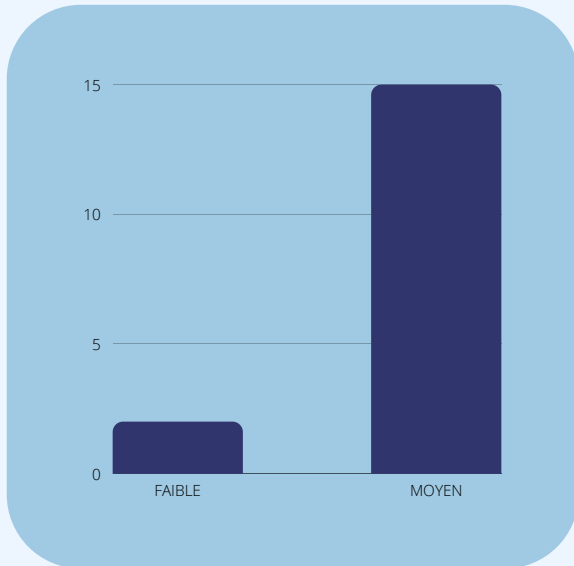
En 2018, la CENI avait annoncé que le scrutin présidentiel n'aurait pas lieu à Beni, à Butembo (Nord Kivu) et à Yumbi (Mai Ndombe), comme prévu partout dans le pays, pour des raisons sécuritaires et sanitaires (épidémie Ebola) même si des élections législatives ont été organisées dans les communautés concernées en mars 2019. Dans ce contexte, il semble y avoir un doute, une peur et une méfiance parmi les citoyens, en particulier ceux du Nord-Kivu. Ils craignent que la situation de 2018 se reproduise.

Étant donné que le calendrier électoral n'a pas encore été publié par la CENI, ce qui donne une indication claire de la date exacte du déroulement des élections, nous ne pouvons pas à ce stade conclure qu'il y aura un glissement dans la tenue des élections qui devraient avoir lieu en décembre 2023. Il est important de noter que la CENI vient d'organiser l'opération de mise à jour de la cartographie électorale dans tout le pays, y compris dans l'Est de la RDC.

Patrick Muyaya, Ministre de la Communication et des Médias et porte-parole du gouvernement, contacté par téléphone le 05 août 2022 par Actualite.cd : « Le gouvernement rassure qu'il est responsable et ne peut créer ou soutenir des guerres pour empêcher la tenue des élections ». Bien que l'insécurité persistante puisse rendre extrêmement difficile le déroulement pacifique et sans heurt des élections comme prévu, rien n'indique à l'heure actuelle qu'il n'y aura pas d'élections en RDC ou que les élections n'aurent pas lieu dans le délai constitutionnel, comme prévu.

ANALYSE

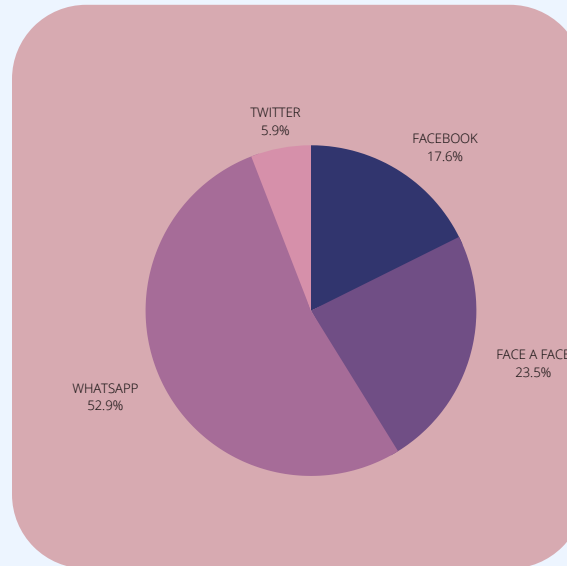
Niveau de risque



Du 03 au 07 août 2022, nous avons collecté 17 rumeurs dans quatre provinces du projet. 13 proviennent en ligne sur médias sociaux et 4 proviennent de la collecte en face à face. De ces rumeurs, 2 ont un niveau de risque faible et 15 un niveau moyen de risque.

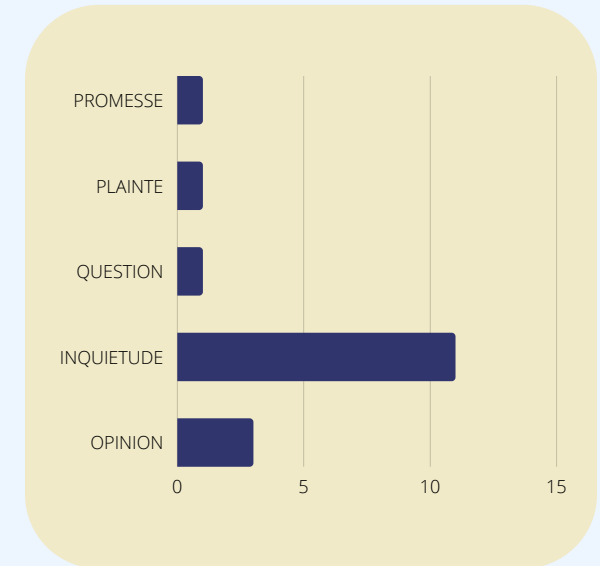
Les rumeurs abordées dans ce numéro ont été triées parmi celles qui nécessitent une explication pour faciliter la compréhension du processus électoral par la population.

Canal de partage des commentaires



Pour cette période, nous avons trouvé que WhatsApp est le média social qui a plus été utilisé pour partager les rumeurs qui circulent autour des élections en République Démocratique du Congo.

Type de Commentaire



La majorité de rumeurs collectées pendant cette période reflète l'inquiétude de la communauté concernant la tenue des élections. Elle manifeste un doute sur le respect du calendrier électoral ainsi que la volonté politique pour l'organisation des élections.

Les opinions partagées dans la communauté montrent l'impatience de la population qui souhaite que les élections soient organisées dans le temps prévu. Une question, une promesse et une plainte ayant très au processus électoral ont été collectées.



**Vous voulez nous
donner votre avis,
vous impliquer ou
partager des données ?**

Nous aimons discuter !

Contact:
Thérèse Ntumba

✉ info@actualite.cd

☎ +243 971 189 467

PARLONS ÉLECTIONS

EDITION N° 2

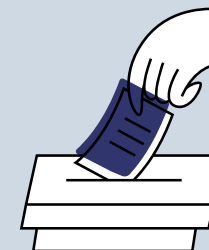
3 - 7 AOÛT 2022

Consulter également :



Parlons élections :
les éditions précédentes:

<https://lokutamabe.com/>



Ce bulletin est produit par Kinshasa News Lab avec l'appui technique d'Internews dans le cadre du programme Media Sector Development Activity (MSDA)

Date de publication : 19 Août 2022

